

– Administration Générale

CC59_2022 ADMINISTRATION GENERALE - Désignation délégué protection des données

M. le Président rappelle que la protection des données est une préoccupation au cœur de l'activité et de l'administration quotidienne de la collectivité, eu égard à ses missions et à la gestion de ses ressources humaines, qui génèrent une capitalisation de données personnelles importantes.

Ainsi, cette question fait l'objet d'une approche sur plusieurs plans :

- le suivi d'une sécurité informatique constamment renforcée ;
- l'encadrement des pratiques par une charte d'utilisation des outils informatiques, téléphoniques et numériques ;
- des déclarations réglementaires auprès de la CNIL pour les traitements mis en œuvre en interne ;

Vu le règlement européen 2106/679 relatif à la protection des données physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) du 27 avril 2016 et notamment ses articles 8 et 37 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et plus particulièrement son article 22 ;

Vu le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et plus particulièrement ses articles 82 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un délégué à la protection des données (DPO) en application du règlement européen ;

Considérant que le délégué a différentes missions :

- Informer et conseiller le responsable de traitement des données ainsi que les employés concernés,
- Contrôler le respect du règlement européen et du droit national en matière de protection des données
- Conseiller la collectivité sur la réalisation d'études d'impact sur la protection des données et en vérifier l'exécution
- Coopérer avec l'autorité de contrôle (CNIL) et être le point de contact de celle-ci.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De désigner Monsieur Fabien Andrault, agent de la collectivité Gâtine-Racan comme étant délégué à la protection des données, à compter du 2 mai 2022 ;**
- **D'autoriser Monsieur le Président à procéder à la déclaration en ligne du délégué à la protection des données et signer tout document permettant la mise en application de la présente délibération.**

- Finances

CC60_2022 FINANCES - VOTE DES TAUX de la fiscalité directe 2022

Monsieur Le Président expose les dispositions de l'article 1636 B sexies du code général des impôts permettant au conseil communautaire de fixer chaque année les taux de la fiscalité directe locale.

Vu le code général des impôts, et notamment ses articles 1636 B sexies, 1636 B septies, 1639 A

Vu la délibération CC68-2021 fixant les taux 2021 comme suit :

Taxe concernée	Taux votés en 2021
Cotisation foncière des entreprises - CFE	22.60
Taxe habitation	8.79
Taxe foncier bâti	0.080
Taxe foncier non bâti	2.23
TEOM	14.95

Vu le débat d'orientations budgétaire de janvier 2022

Vu l'état 1259 reçu le 16/03/2022

Le Président propose de reconduire les taux pour l'exercice 2022, soit :

Taxe concernée	Taux 2022
Cotisation Foncière des entreprises	22.60%
Taxe foncier bâti	0.080%
Taxe foncier non bâti	2.23%

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **Fixe le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties pour l'exercice 2022 à 0.080%**
- **Fixe le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour l'exercice 2022 à 2.23 %**
- **Fixe le taux de la cotisation foncière des entreprises pour l'exercice 2022 à 22.60%**
- **Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer l'état 1259 notifiant ces taux d'imposition et les produits fiscaux qui en découlent et à déposer sur la plateforme dédiée.**

CC61_2022 FINANCES - Vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Vu la délibération C173-2020 du 23 Septembre 2020 initiant le passage à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Vu la délibération C174-2020 du 23 Septembre 2020 fixant le seuil de plafonnement des valeurs locatives des locaux à usage d'habitation à 2 fois la valeur locative moyenne communale

Vu la délibération C68-2021 du 24 Mars 2021 fixant le taux de la TEOM pour l'exercice 2021 à 14.95% pour une zone unique : les 19 Communes membres de la Communauté de Communes Gâtine-Racan

Vu le débat d'orientations budgétaire de janvier 2022

Vu les résultats du Compte de Gestion et du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe Ordures Ménagères n°68006

Vu l'état 1259-TEOM reçu le 15/03/2022 nous informant de la modification des bases prévisionnelles

Vu les prévisions budgétaires 2022 pour le budget Annexe Ordures Ménagères n°68006

Monsieur Le Président propose de reconduire le taux pour l'exercice 2022, soit :

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX
ZONE UNIQUE	15 132 899	14,95 %

Le Conseil Communautaire, à la majorité, après avoir délibéré, décide, avec trois abstentions (M. Behaegel Philippe - Mme Dreux Danielle - M. Guyon Ghislain) de :

- **Fixer le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 14.95%**
- **Décider que le produit de cette recette sera directement imputé sur le budget annexe Ordures Ménagères n° 68006 à compter de l'exercice 2022**

- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'état 1259-TEOM notifiant les bases prévisionnelles

Présentation du budget de la STEP :

CC64_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe STEP n° 680 01

Monsieur le Vice-Président en charge des finances, présente le budget prévisionnel annexe ZA STEP n° 680 01 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 85 754 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 84 441 €.

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'approuver et voter le Budget annexe n° 680 01 :

- par chapitre en section de fonctionnement***
- par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.

Présentation du budget annexe ZA Polaxis :

CC67_2021 FINANCES - Vote du Budget Annexe ZA POLAXIS n° 680 04

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe ZA POLAXIS 2022 n° 680 04 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 9 066 900 €
- En section d'investissement, dépenses, recettes, à 9 234 950 €.

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à la majorité (avec 2 abstentions : Mme Plou Peggy et Mme Six Sylvie) décide :

- D'approuver et voter le Budget annexe n° 680 04 :

- par chapitre en section de fonctionnement***
- par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.

Présentation du budget ECO :

CC66_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe Action Economique n° 680 03

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe Action Economique n° 680 03 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 2 792 983 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 2 071 957 €.

- Soit un total de 4 864 940 euros

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'approuver et voter le Budget annexe n° 680 03 :

- par chapitre en section de fonctionnement***
- par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.

Présentation du budget annexe ZA Vigneau :

CC70_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe ZA du Vigneau 2022 n°680 08

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe ZA du Vigneau 2022 n° 680 08 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 1 637 722 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 1 565 349.32 €.
- Soit un total de 3 203 071.32 Euros

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ***Approuve et vote le Budget Annexe ZA du Vigneau n°680 08 :***
 - par chapitre en section de fonctionnement et***
 - par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus;***
- ***Autorise Monsieur le Président à signer tout document afférant à ce dossier.***

Le budget prévisionnel annexe ZA du Vigneau 2022 n° 680 08 s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 1 637 722 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 1 565 349.32 €.
- Soit un total de 3 203 071.32 Euros

Présentation du budget annexe ZA Les Perrés :

CC71_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe ZA Perrés 2022 n° 680 09

Monsieur le Vice-Président présente le budget prévisionnel annexe ZA Perrés n° 680 09 qui s'équilibre comme suit :

-en section de fonctionnement dépenses, recettes, à 20 190 €
-en section d'investissement dépenses, recettes, à 13 840.28€.
Soit un total de 34 030.28 euros

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ***Approuve et vote le Budget Annexe ZA Perrés n° 680 09 :***

*-par chapitre en section de fonctionnement et
-par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;*

- **Autorise Monsieur le Président à signer tout document afférant à ce dossier.**

Présentation du budget annexe Atelier Relais :

CC69_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe Atelier Relais n° 680 07

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe Atelier Relais 2022 n° 680 07 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 148 730 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 128 895 €
- Soit un total de 271 625 euros.

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ***Approuve et vote le Budget Annexe Atelier Relais n° 680 07 :
par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***
- ***Autorise Monsieur le Président à signer tout document afférant à ce dossier.***

Présentation du budget annexe des 4 Vents :

C68_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe Les Quatre Vents n° 680 05

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe Espace culturel les 4 Vents n° 680 05 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 306 992 €

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- ***D'approuver et voter le Budget annexe n° 680 05 tel qu'inscrit ci-dessus ;***
- ***D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.***

Présentation du budget annexe des Ordures Ménagères :

CC65_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe Déchets Ménagers n° 680 06

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le Budget annexe n° 680 06 qui s'équilibre comme suit :

- 3 566 109 € en section de fonctionnement
- 699 251 € en section d'investissement

Soit un total de 4 265 360 Euros

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à la majorité (avec 6 abstentions) décide :

- D'approuver et voter le Budget annexe n° 680 06 :

- par chapitre en section de fonctionnement***
- par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.

Présentation du budget annexe Transport Scolaire

CC72_2022 FINANCES - Vote du Budget Annexe Transport Scolaire n° 680 10

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le budget prévisionnel annexe Transport Scolaire n° 680 10 qui s'équilibre comme suit :

- En section de fonctionnement dépenses, recettes, à 73 444 €
- En section d'investissement dépenses, recettes, à 9 490.40 €
- Soit un total 82 934.40 euros

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ***Approuve et vote le Budget Annexe Transport Scolaire 2022 n° 680 10 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus,***
- ***Autorise Monsieur le Président à signer tout document afférant à ce dossier.***

Présentation du Budget Général :

CC63_2022 FINANCES - Vote du Budget Général n°680 00

Monsieur le Vice-Président en charge des finances présente le Budget Général n° 680 00 qui s'équilibre comme suit :

- 10 896 912 € en section de fonctionnement
- 8 086 688 € en section d'investissement

Soit un total de 18 983 600 équilibré en dépenses et en recettes

Monsieur le Président fait procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à la majorité (avec 4 abstentions : M. Verneau Jean-Pierre, Mme Plou Peggy, M. Behaegel Philippe, Mme Sylvie Six) décide :

- D'approuver et voter le Budget général n° 680 00 :

- par chapitre en section de fonctionnement***
- par chapitre en section d'investissement, équilibré tel qu'inscrit ci-dessus ;***

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document inhérent à la présente délibération et à sa mise en application.

Monsieur le Président expose les éléments suivants :

Il est nécessaire que le Conseil Communautaire donne délégation au Président, en matière d'emprunt et de gestion de dette, pendant toute la durée de son mandat, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et dans les conditions et limites ci-après définies.

La délégation permet de contracter les emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements selon les modalités définies ci-après et dans la limite du plafond d'emprunt voté dans le budget annuel.

Les prêts seront conformes aux dispositions, limites et conditions posées par les articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du code général des collectivités territoriales concernant les taux et formules d'indexation auxquels peuvent recourir les collectivités territoriales, leurs groupements et les services départementaux d'incendie et de secours lorsqu'ils souscrivent des emprunts auprès des établissements de crédit ou des sociétés de financement.

Eu égard au caractère concurrentiel de ce secteur d'activité, il est procédé à la consultation d'au moins deux établissements de crédit ou sociétés de financement.

Les prêts pourront comprendre une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt ;
- la possibilité de recourir à des opérations particulières, comme des emprunts obligataires ou des emprunts en devises, des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation ;
- la possibilité d'allonger la durée du prêt ;
- la possibilité de procéder à un différé d'amortissement ;
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Président pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans chaque contrat de prêt initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus. Enfin, le maire pourra conclure toute opération de gestion de dette et/ou de refinancement des emprunts, avec ou sans règlement d'une indemnité de remboursement anticipé, dans les mêmes limites que celles décrites ci-dessus.

Compte-tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune peut recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

En conséquence, le conseil communautaire donne délégation de compétence au Président, pour négocier et signer tout contrat de couverture du risque de taux répondant à l'objectif précité. Les contrats de couverture seront conformes aux dispositions et conditions posées par les articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du code général des collectivités territoriales. Les opérations de couverture des risques de taux pourront être :

- des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
- des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- des contrats de taux plancher (FLOOR) ;
- des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la collectivité. La durée des contrats de couverture ne pourra excéder celle des emprunts auxquels ces contrats sont adossés. Eu égard au caractère concurrentiel de ce secteur d'activité, il est procédé à la consultation d'au moins deux établissements de crédit ou sociétés de financement.

Monsieur Trystram indique également la nécessité de donner pouvoir au Président pour contracter ou renouveler une ligne de trésorerie, dans la limite de 1 million d'euros.

Pour l'exécution des instruments de couverture, l'assemblée délibérante décide, à l'unanimité, de donner délégation au Président et l'autorise :

- A lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations ;***
- A retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ;***
- A passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée ;***
- A résilier l'opération arrêtée ;***
- A signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents.***
 - A contracter une ligne de trésorerie dans la limite d'un million d'euros par an***
 - A signer tout document permettant la mise en application de la présente délibération.***

Le Conseil Communautaire sera tenu informé des contrats conclus dans le cadre de la présente délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales.

- Bâtiments

C73_2022 Bâtiments - Piscine Communautaire - Dates d'ouverture saison 2022

Monsieur le Président indique qu'il est nécessaire de fixer les dates d'ouverture concernant la piscine communautaire pour la saison 2022 telles que suivent :

Dates d'ouverture saison 2022 :

- **Ouverture de la piscine communautaire aux scolaires :**
 - Du 23 mai 2022 au 3 juillet 2022
- **Ouverture de la piscine communautaire au public :**
 - Tous les week-ends du 21 mai 2022 au 3 juillet 2022
 - Tous les jours du 8 juillet 2022 au 31 août 2022 inclus

Monsieur le Président précise qu'il sera désormais possible de payer en utilisant la carte bancaire.

Monsieur le Président propose de procéder au vote.

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'approuver les dates d'ouverture de la piscine communautaire située sur la Commune de Saint Paterne Racan pour la saison 2022 comme inscrites ci-dessus,***
- D'approuver l'utilisation de la carte bancaire comme moyen de paiement,***
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous documents se rapportant à ce dossier.***

C76_2022 Bâtiments - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC GENS DU VOYAGE

Monsieur le Président indique que la délégation de service public actuellement confiée à l'Hacienda, concernant la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Neuillé Pont Pierre, arrivera à son terme en juillet 2022.

Il convient de relancer une nouvelle procédure. Monsieur le Président ajoute qu'il est prévu une commission des services publics locaux avec la Préfecture, qui permettra d'élaborer le cahier des charges.

Considérant la présentation de Monsieur le Président,

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- ***Le lancement d'une nouvelle procédure de Délégation de Service Public inhérente à la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Neuillé Pont Pierre ;***
- ***D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous documents permettant la mise en application de la présente délibération.***

- Urbanisme

CC74_2022 URBANISME - Révision générale du PLU de la commune de Pernay - Présentation – Débat PADD modifié

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée délibérante que le projet d'aménagement et de développement durables, dans le cadre de la révision générale du PLU de la commune de Pernay, a été débattu en Conseil Municipal le 10 décembre 2021.

Cependant, ce dernier doit être modifié, notamment en raison des recommandations de personnes publiques associées.

Monsieur le Maire a présenté le PADD modifié au sein de son conseil municipal.

Selon l'article L 151.5 du code de l'Urbanisme, le projet d'aménagement de développement durables définit :

-Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

-Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Conformément à l'article L 153.12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables doivent être débattues en Conseil, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du plan local d'urbanisme.

Considérant la présentation de Monsieur le Président,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ***Prend acte de la tenue d'un débat sans vote sur le projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du PLU,***
- ***Précise que la tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération, qui fera l'objet d'une transmission en préfecture et d'un affichage au siège de la communauté de communes pendant un mois,***
- ***Donne pouvoir à Monsieur le Président pour signer tout document permettant la mise en application de la présente délibération.***

CC75_2022 URBANISME - Convention bipartite entre le Syndicat PLN et la CCGR 2022

Monsieur le Président rappelle, pour mémoire aux membres de l'assemblée délibérante, que l'ensemble des Communautés de Communes membres du Syndicat Mixte du Pays Loire Nature Touraine ont souhaité mutualiser leurs moyens pour bénéficier d'un service urbanisme.

Pour ce faire, a été mise en place, une convention relative aux modalités de remboursement du fonctionnement du service à la charge de la Communauté de Communes de Gâtine - Racan dont les communes membres dotées d'un POS, d'un PLU ou d'une carte communale en bénéficient.

Cette convention précise les dispositions financières, à savoir les modalités de calcul au nombre d'actes déposés et au nombre d'habitants.

Le montant de la participation financière pour la Communauté de Communes pour l'année 2022 est à hauteur de 144 514.05€

Le détail par commune figure dans le tableau ci-dessous :

Commune	DGF	Actes	Coût Hab	Coût Acte	Total
Beaumont Louestault	1 777	86	5 562.01	7 406.32	12 968.33
Bueil en Touraine	348	15	1 089.24	1 291.80	2 381.04
Cerelles	1 239	42	3 878.07	3 617.04	7 495.11
Charentilly	1 330	42	4 162.90	3 617.04	7 779.94
Chemillé sur Dême	773	7	2 419.49	602.84	3 022.33
Epeigné sur Dême	NON CONCERNE RNU				
Marray	520	19	1 627.60	1 636.28	3 263.88
Neuillé Pont Pierre	2 125	100	6 651.25	8 612.00	15 263.25
Neuvy le Roi	1 168	25	3 655.84	2 153.00	5 808.84
Pernay	1 395	64	4 366.35	5 511.68	9 878.03
Rouziers de Touraine	1 355	46	4 241.15	3 961.52	8 202.67
Saint Aubin le Depeint	NON CONCERNE RNU				
Saint Antoine du Rocher	1 770	91	5 540.10	7 836.92	13 377.02
Saint Christophe sur le Nais	1 190	49	3 724.70	4 219.88	7 944.58
Saint Paterne Racan	1 726	55	5 402.38	4 736.60	10 138.98
Saint Roch	1 274	45	3 987.62	3 875.40	7 863.02
Semblançay	2 258	96	7 067.54	8 267.52	15 335.06
Sonzay	1 441	65	4 510.33	5 597.80	10 108.13
Villebourg	324	31	1 014.12	2 669.72	3 683.84
TOTAL	22 013	878	68 900.69	75 613.36	144 514.05

29/03/2022

coût acte = 86,12 €

coût habitant = 3,13 €

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide de :

-Approuver les termes de la convention bipartite entre le Syndicat Mixte du Pays Loire Nature Touraine et la Communauté de Communes de Gâtine - Racan ayant pour objet les modalités de remboursement du fonctionnement du service urbanisme du syndicat, ci-annexée ;

- Valider le montant de la participation financière de la Communauté de Communes Gâtine – Racan à hauteur de 144 514.05€ ;

-Préciser que cette dépense est inscrite au compte 62876 section de fonctionnement au Budget Général n°680-00 pour l'année 2022 ;

-D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs se rapportant à ce dossier.